

## QUESTIONS & RÉPONSES À PROPOS DU COMPTEUR DE LA DETTE

### **1- Pourquoi utiliser la dette du secteur public?**

Lorsqu'on analyse l'endettement d'un gouvernement, il faut aller au-delà de ce qu'il gère directement et inclure la dette des réseaux de santé et d'éducation, des municipalités et des autres entreprises sous la responsabilité finale du gouvernement, car le gouvernement s'est engagé à honorer leur dette. La dette du secteur public est donc, comme l'explique le vérificateur général, un portrait plus juste de la dette qui sera remboursée directement ou indirectement par le gouvernement du Québec.

### **2- Pourquoi ne pas tenir compte des actifs du gouvernement?**

Les seuls actifs « liquides » du gouvernement, soit les actifs qu'il pourrait vendre rapidement pour payer la dette, sont les actifs financiers nets. Ceux-ci se chiffrent à 14,4 milliards \$ au 31 mars 2011. Les immobilisations et infrastructures que possède le gouvernement (routes, ponts, écoles, églises, parcs nationaux, etc.) peuvent difficilement être évaluées à leur valeur marchande étant donné l'absence de marchés pertinents. De plus, il est fort peu probable que le gouvernement vende un jour des écoles ou des ponts pour rembourser la dette. C'est pourquoi ni le gouvernement, ni le vérificateur général ne tiennent compte de ces actifs lorsqu'ils s'efforcent de peindre un portrait réaliste de la dette que les Québécois devront un jour rembourser. Ces actifs font certes partie du patrimoine des Québécois, mais ils ne réduisent pas la facture totale – ni les intérêts croissants – que les Québécois doivent payer. Il est vrai que pour assainir ses finances publiques, le Québec pourrait vendre une société d'État comme Hydro-Québec (comme l'a proposé Claude Garcia dans un Cahier de recherche publié par l'IEDM). Cependant, ceux qui insistent pour que les données sur la dette tiennent compte des actifs excluent cette possibilité.

### **3- Combien coûte le service de la dette chaque année à l'État?**

En 2011-2012, 7,8 milliards de dollars, soit le troisième poste budgétaire après la santé et l'éducation.

#### 4- Y a-t-il lieu de s'inquiéter de notre dette?

Un grand risque se cache sous une autre forme d'endettement de l'État : ses engagements à payer les prestations d'une foule de programmes sociaux. Par exemple, les dépenses liées au Régime des rentes du Québec (RRQ), à la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ), au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) ou même aux garderies subventionnées (CPE et autres). Bien que les programmes sociaux ne représentent pas une dette à proprement parler – puisque le gouvernement peut toujours en modifier la nature –, Québec devra vraisemblablement, pour les maintenir, hausser les cotisations des employés et employeurs, ou en réduire les prestations.

Également, certains facteurs conjoncturels pourraient, dans les années à venir, aggraver rapidement le problème d'endettement de la province. Citons entre autres le vieillissement de la population, qui est plus prononcé au Québec qu'ailleurs au Canada et qui ajoutera une pression sur notre système de santé; le fait que la reprise économique est très faible; et la hausse probable des taux d'intérêt dans un proche avenir, ce qui aura pour effet d'augmenter le coût du service de la dette.

#### Composantes de la dette du secteur public (en millions de dollars)

	31 mars 2010	31 mars 2011	Variation
-Dette brute du gouvernement	163 318	173 429	+ 6,2 %
<i>Dette directe consolidée</i>	<i>136 074</i>	<i>147 666</i>	<i>+ 8,5 %</i>
<i>PLUS Passif au titre des régimes de retraite</i>	<i>67 989</i>	<i>71 371</i>	<i>+ 5,0 %</i>
<i>MOINS Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)</i>	<i>(38 200)</i>	<i>(42 278)</i>	<i>+ 10,7 %</i>
<i>MOINS Fonds des générations</i>	<i>(2677)</i>	<i>(3409)</i>	<i>+ 27,3 %</i>
-Dette d'Hydro-Québec	36 385	37 671	+ 3,5 %
-Dette des municipalités	19 538	20 636	+ 5,6 %
-Dette des universités autres que l'Université du Québec et ses constituantes	1749	1511	- 13,6 %
-Dette des autres entreprises du gouvernement	697	1463	+ 109,9 %
<b>Total (Dette du secteur public) :</b>	<b>221 687</b>	<b>234 710</b>	<b>+ 5,9 %</b>

Source : Ministère des Finances du Québec, *Plan budgétaire 2011-2012*, p. D.14 et I.15.